



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Discussion

R. Poupry

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Poupry R. Discussion. In: Économie rurale. N°96, 1973. Le rôle des économistes ruraux. pp. 13-16;

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1973\\_num\\_96\\_1\\_2207](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1973_num_96_1_2207)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

# DISCUSSION

par R. POUPRY

Directeur de la revue « L'Elevage »

Je ne suis pas économiste, mais « utilisateur » des économistes. Utilisateur, je l'ai été autrefois en tant qu'agriculteur et responsable d'organismes professionnels. Je le suis depuis 10 ans en tant que directeur de publications, préoccupé d'apporter aux agriculteurs une information et une formation économique compréhensible et profitable.

Je vous livrerai donc simplement les quelques réflexions que m'a inspiré le rapport de Mainié.

1. — Dans le titre seulement, il est parlé de changement.

Pourtant le milieu agricole évolue depuis plus de 20 ans ; et les économistes ruraux auraient peut-être évité certains déboires en faisant une analyse plus sérieuse de cette évolution. Il est dommage que l'on ne se soit pas plus interrogé sur les changements actuels et futurs qui ne se font pas et ne se feront pas de la même façon, ni avec les mêmes motivations que dans les années passées.

2. — Je suis entièrement d'accord avec Ph. Mainié au sujet de la confiance et de la crédibilité que l'on accorde aux économistes. Ph. Mainié cite le cas où l'on a déconseillé d'acheter la terre, alors que ceux qui l'ont fait ont quand même gagné leur vie...

On pourrait prendre d'autres exemples : l'orientation très marquée, il y a quelques années vers l'exploitation à 2 UTH, qui a abouti à quoi ? L'intensification des productions a conduit à investir. Ceux qui n'ont pas investi ont parfois aussi bien réussi que les autres, notamment dans l'élevage.

N'étant pas un homme politique et ne connaissant pas exactement le rôle que les économistes ont pu jouer auprès des hommes politiques, je me demande quelles analyses économiques sérieuses ont servi de base à certaines décisions prises ces dernières années :

— la fixation des prix agricoles et l'encouragement ainsi apporté à la production de certaines céréales largement excédentaires ;

— la prime à l'abattage des vaches, alors que l'on prévoyait un manque de viande ;

— et tout récemment la mise en place de l'Office de la Viande, ou plutôt la réorganisation du marché de la viande (sans parler de l'affaire de la Villette).

Par ailleurs, des utilisateurs comme moi, ou comme les agriculteurs, ont souvent regretté de ne pas avoir d'études et d'analyses des marchés, ou des besoins, concernant telle ou telle production.

On s'est plus ou moins limité à dire aux agriculteurs que le Marché Commun était leur chance, parce que, il y a dix ans, nous étions presque seuls à avoir des excédents, les autres étant déficitaires. Mon propos n'est pas de discuter ici le bien-fondé du Marché Commun, mais de constater qu'entre ce qui fut dit et répété et ce qui s'est réellement passé, il y a un certain décalage ; si la majorité des agriculteurs ne s'intéresse que de loin au Marché Commun, c'est pour une part à cause de certaines désillusions.

Pourtant, s'il fut un temps où la connaissance et le développement des techniques ont primé dans l'agriculture, aujourd'hui les agriculteurs s'intéressent de plus en plus à l'économie.

Une phrase banale revient souvent dans les enquêtes : « Il ne suffit pas de produire, il faut savoir si cela se vendra »... et donc savoir quoi produire ? Sous quelle forme ? Pour qui ? Et pendant combien de temps ?

La programmation linéaire est une chose utile pour les économistes et pour l'agriculture, les agriculteurs de pointe en tirent profit ; cependant ce mot est hermétique pour la majorité des agriculteurs et, de ce fait, il les effraie. Peut-être existe-t-il d'autres mots et d'autres choses à trouver et à inventer pour parler avec eux d'économie ?

3. — Là aussi, j'appuierai ce qu'a dit Ph. Mainié. D'une façon générale (il y a toujours des exceptions), les économistes ont trop travaillé, soit en économie pure, soit en vase clos, soit tout simplement en essayant d'être logiques avec leur raisonnement, mais... :

— ils ont travaillé sans suffisamment tenir compte de la mentalité et du comportement des hommes ;

— ils ont travaillé sans avoir suffisamment de contacts et de connaissance des entreprises... de ce que Mainié appelle « le monde des affaires ».

...Le rapport Vedel et l'accueil qu'il a reçu en est une illustration, même dans l'hypothèse où l'on est d'accord avec ses conclusions.

Une autre illustration est celle de l'unité laitière de production. Voici quelques années, deux tendances existaient :

— les uns bâtissaient des modèles d'unités laitières importantes, genre Montereau ou Rebloton ;

— pour les autres, l'unité laitière moyenne se situait efficacement entre 30 et 50 vaches.

A la même époque, pour les Anglais, elle était de 60 à 80 vaches.

Aujourd'hui, on constate que le résultat escompté avec les grandes unités laitières n'est pas atteint. Par contre, le stade de 30 à 50 vaches est en voie d'être largement dépassé. Maintenant, en France, il est question de 50 à 80 vaches et, en Angleterre, de 120 à 150 vaches.

Le raisonnement aboutissant aux grandes unités n'est peut-être pas faux mais il faut procéder par étapes. Les éleveurs qui augmentent, étape par étape, leur troupeau, obtiennent les meilleurs résultats.

Les mêmes exemples existent dans le domaine de l'engraissement des taurillons. Pour moi ils mettent en évidence que les économistes :

- ne peuvent travailler dans l'abstrait ou l'absolu ;
- doivent être psychologues, ou travailler avec des psychologues et des sociologues, pour comprendre le comportement des hommes ;
- doivent concilier le court terme et le long terme.

4. — Ph. Mainié souligne, avec raison, que les statistiques actuelles sont incomplètes. Je partage cette opinion, car une répartition des exploitations selon des critères de surface par exemple, est totalement insuffisante. Les productions sans sol n'exigent pas une surface importante ni un matériel de traction important et peuvent pourtant, réaliser des chiffres d'affaires importants. Là encore on retrouve le problème de la connaissance des hommes et des entreprises car ils ne sont pas tous, ni toutes bâtis de la même façon.

Ph. Mainié parle du comportement des leaders et semble classer les hommes en deux grandes catégories. Je pense personnellement que tout en simplifiant il y en a au moins trois :

- les leaders d'organisation, que l'on pourrait d'ailleurs subdiviser en plusieurs sous-catégories ;
- les hommes d'action, les entrepreneurs qui ne sont pas forcément des responsables d'organisation mais qui sont cependant des leaders ;
- et puis les autres, la masse comme les appelleront certains, ou les « suiveurs » selon les autres.

Là encore il faudrait faire des subdivisions. L'extrapolation que fait Ph. Mainié est exagérée quand, s'appuyant sur le fait que 40 % des agriculteurs se déclarent prêts à souscrire aux plans de développement, il en tire la conclusion que le nombre d'agriculteurs capables de devenir de vrais décideurs est plus important que ce qui est communément admis. La conclusion est peut-être valable, mais à condition de ne pas l'appuyer sur ce simple fait, car certains agriculteurs sont prêts à accepter des contraintes dans la mesure où on leur garantit un revenu. On peut s'en réjouir ou le regretter. Mais pour moi ce ne sont pas pour autant des « décideurs ».

Ces différences entre agriculteurs se retrouvent aussi au niveau des organisations syndicales ou pro-

fessionnelles ; cette diversité entraîne même des perspectives économiques différentes pour l'avenir de l'agriculture. Les membres du CENAG ou les contestataires du CNJA ne voient pas les choses de la même façon.

Il y a donc nécessité, si on veut les utiliser de façon valable, de compléter les statistiques actuelles par d'autres études permettant de mieux connaître les hommes et les entreprises. De même il y a nécessité d'admettre — on l'a déjà dit — que les économistes ne peuvent être neutres ; ils se rattachent à un choix, idéologique, politique ou de société ; il faut avoir le courage de l'admettre et de le dire.

5. — J'aurais aimé que, pour parler du rôle des économistes dans l'avenir, Ph. Mainié ne considère pas globalement le problème des décideurs et des économistes.

Tout est lié, mais les solutions valables exigent des distinctions.

Sur le plan de la technique, on ne demande pas la même chose au chercheur de l'INRA et au technicien du groupement de vulgarisation... je crois qu'il en est de même en économie.

On a beaucoup parlé des économistes de l'INRA ; ensuite quelqu'un a fait remarquer que les agriculteurs présents devaient avoir du mal à se retrouver dans les discussions. Ceci montre bien qu'il y a des distinctions à faire.

— Les hommes politiques qui ont des décisions à prendre, ont besoin, du moins je l'espère, d'économistes.

— Les dirigeants d'une coopérative ou d'une société en ont également besoin.

A un niveau moins élevé, les agriculteurs, eux aussi, ont besoin du travail des économistes.

— Au niveau de l'aménagement rural, de l'aménagement régional, on a aussi besoin des économistes.

Doivent-ils être ruraux ? c'est une autre question.

Enfin, il est nécessaire que des économistes poursuivent, à un niveau supérieur, un travail de recherche.

A chaque niveau de décision, correspondent des besoins différents et des économistes différents : il ne semble pas que l'on puisse trouver des solutions d'avenir sans envisager des distinctions.

Mais il faudra, en même temps, trouver les moyens pour que ces différents travaux puissent se compléter, et que le travail ou les recherches des uns puissent servir aux autres.

6. — Ph. Mainié parle du rôle des économistes de banques : la place qu'ils ont prise tient à l'accentuation de la concurrence. Si demain des sociétés, des coopératives ou des groupes d'agriculteurs font appel à des économistes, les études et les travaux que ceux-ci accompliront resteront-ils du domaine secret de l'entreprise ou seront-ils publiés ? Je ne

pense pas qu'à l'heure actuelle, les banques échan-  
gent les travaux de leurs économistes. Faut-il s'en  
réjouir ou le regretter ?

L'on peut se demander s'il n'y a pas place dans  
notre société actuelle pour deux secteurs d'écono-  
mistes : l'un privé, l'autre public.

Les faits nous amènent à constater qu'à force de  
vouloir faire bénéficier l'ensemble des agriculteurs  
des travaux des recherches faites par certains, on  
tue le dynamisme de ces derniers. Je connais des  
éleveurs qui font de gros efforts pour financer des  
techniciens, par exemple, mais qui estiment — et  
on les comprend — qu'ils doivent être les premiers,  
sinon les seuls, à en tirer profit.

Ayant été, moi-même, pendant 8 ans, président  
de CETA et d'une Fédération départementale de  
CETA, j'ai bien connu ce problème. Des agriculteurs  
dynamiques nous ont quittés en disant : « Pas la  
peine de faire des efforts, puisque tout le monde  
en bénéficie, on en bénéficiera aussi ».

On peut discuter et remettre en cause la société  
actuelle ; dans celle-ci, on a trop souvent pénalisé  
les hommes entreprenants, sans doute en partant  
d'une tradition égalitaire ; de ce fait, on a freiné le  
dynamisme en agriculture.

La solution — je le reconnais — n'est pas facile,  
car si le secteur privé est dynamique, le secteur  
public risque d'être le parent pauvre.

7. — Il faut lever, vis-à-vis des utilisateurs, une  
ambiguïté.

L'utilisateur attend souvent que l'économiste joue  
le même rôle que le technicien et que ce rôle soit  
neutre. Cela me semble plus facile — encore que  
certains le contesteront — d'être neutre quand on  
est technicien ; cela me semble impossible, et on  
l'a dit au cours de ces journées, pour un écono-  
miste. Il faut que les utilisateurs le sachent, car il  
y a là ambiguïté.

8. — Une seconde ambiguïté à lever (par rapport  
au technicien) est que le rôle des économistes est  
beaucoup plus difficile en raison des décisions poli-  
tiques qui sont prises et qui peuvent remettre en  
cause la meilleure des analyses. Si sous certaines  
pressions, on augmente le prix du lait alors que  
personne ne s'y attendait, les prévisions établies  
sont remises en cause.

9. — Lorsqu'un économiste collabore avec un déci-  
deur, il doit lui fournir, non pas un modèle, mais  
plusieurs hypothèses, car — Ph. Mainié le souli-  
gne — : « Décider, c'est surtout élaborer un com-  
promis entre un objectif lointain et une possibilité  
actuelle »... A moins, que demain, les économistes  
participent aux décisions, mais cela pose d'autres  
problèmes.

Si les économistes avaient pris part aux déci-  
sions adoptées depuis dix ans, seraient-ils prêts à en  
supporter les conséquences ? En un mot, si les écono-  
mistes prennent part aux décisions, peuvent-ils se  
laver les mains quant aux conséquences ?

## DISCUSSION

**M. J.P. Bertrand.** — L'exposé de M. Mainié présente, à mon avis, une contradiction.

La science croit savoir... (donc ne sait rien ?).

Mais alors, pourquoi se référer aux économistes et non aux moindres : Ricardo, Nicolaï, Galbraith..., soit au niveau des méthodes, soit au niveau des types d'insertions sociales ? qu'en tire M. Mainié sur le plan de sa propre méthode ? pourquoi ne pas nous expliquer ce qu'il fait personnellement ?

En quoi ses recherches servent-elles les décideurs, et lesquels ? Quels obstacles rencontre-t-il dans la mise en œuvre de sa méthode ? En quoi la psychanalyse l'a-t-elle aidé à définir les « bonnes » questions à poser aux agriculteurs ? Comment sont diffusés les résultats de sa recherche ?

**M. Ph. Mainié.** — Il n'est pas contradictoire de souligner combien nous savons peu, et en même temps, de se référer aux bons auteurs : surtout lorsque l'un d'eux, Léontief, dénonce le même scandale. Cela signifie simplement que l'avancée de la connaissance est un lent mouvement.

Dans cet exposé général, je n'ai pas cherché à mettre en avant mes propres travaux. Pour satisfaire votre curiosité, je vous indique cependant que je m'intéresse à tout ce qui permet de différencier les agriculteurs les uns des autres. Ayant essayé de caractériser la diversité de leurs comportements, je cherche à savoir quelle est la cohérence entre leurs opinions et leurs actes. Accessoirement ce travail peut servir à certains décideurs du Ministère de l'Agriculture, puisqu'il s'agit d'analyser l'impact actuel de la politique agricole, voire d'imaginer quelques solutions de rechange.

La psychologie, par des entretiens non directifs, a permis d'analyser très en détail la variété des opinions des agriculteurs. Une analyse de contenu, très classique chez les psychologues, « pèse » ensuite les thèmes selon leur fré-

quence, les plus importants sont retenus. Enfin ils sont formulés dans un langage accessible aux agriculteurs.

Les résultats de ces travaux sont en cours de diffusion.

**M. Mercky.** — Les « chercheurs de laboratoire », dont les centres d'intérêt se situent au niveau de la dimension valeur-utilité/valeur-travail, ne ressentent-ils pas comme dépressif, pesant, l'isolement de la tour d'ivoire dans laquelle ils semblent travailler ? Ne conçoivent-ils pas une certaine nostalgie de ne pas se voir intégrés à l'évolution fulgurante qui se produit quotidiennement sur le terrain provincial ?

**M. Mainié.** — Oui, cet isolement constitue une des raisons du découragement éventuel des chercheurs. Personnellement, je le ressens vivement.

**M. Clément.** — Selon M. Bergmann la recherche ne peut s'accommoder de la pression du quotidien, il lui est vital de s'y soustraire. Mais les économistes de terrain, continuellement soumis à cette pression du quotidien, ont besoin des travaux de la recherche pour accomplir valablement leur métier. Quelle confiance pourraient-ils accorder à des travaux élaborés « *in vacuo* » ? Mon réconfort, et celui de mes collègues, a donc été grand d'entendre M. Mainié affirmer avec force la nécessité du contact permanent entre la recherche et l'action.

M. Mainié en donne les raisons, j'en retiendrai deux :

— les faits humains eux-mêmes ont une importance :

**« Les faits humains ont un sens, une signification. La méthode d'observation économique devrait se rapprocher beaucoup plus de l'entretien psychanalytique... que du dénombrement impersonnel froid... »**

Mes collègues et moi-même qui travaillons en Afrique attestons la vérité de ce jugement.

... l'homme d'action a quelque chose d'irremplaçable à apporter aux chercheurs. Là encore, les économistes de terrain confirment entièrement le point de vue de M. Mainié.